

Publié le 17 mars 2016

ISR / RSE

CLIMAT : TOTAL SOUS LA PRESSION DE SES ACTIONNAIRES

Le groupe Total va échapper au dépôt d'une résolution lui demandant des explications sur sa stratégie climat lors de l'assemblée générale de mai prochain. Sous la pression, le conseil d'administration a décidé, le 15 mars, de fournir un rapport aux actionnaires sur sa gestion des risques liés au climat. Cette stratégie d'engagement actif auprès du premier groupe pétrolier français fait partie d'un mouvement plus global. Un mouvement qui conduit les investisseurs à pousser les entreprises vers plus de transparence et d'ambition sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Patrick Pouyanné, directeur général du groupe Total.
Eric Piermont / AFP

La coalition "Aiming for A", qui rassemble de grands investisseurs désireux de faire obtenir aux entreprises dont ils sont actionnaires le A qui reconnaît leur excellence climatique, avait ciblé, en 2015, deux grands pétroliers européens : Shell et BP. A l'époque, Total avait été épargné.

Cette année, le groupe français devait, lui aussi, avoir au programme de son assemblée générale du 24 mai prochain un débat autour d'une résolution déposée par la coalition. Intitulée "Renforcer l'information communiquée par Total en matière de changement climatique", elle portait sur la gestion des émissions de gaz à effet de serre, la convergence du portefeuille d'activités du groupe avec les scénarios de l'Agence Internationale de l'Energie, les montants des dépenses de Recherche et Développement et des investissements réalisés en matière d'énergie à faible teneur en carbone. Il s'agit des indicateurs clés de performance et ceux utilisés pour les plans d'intéressement des dirigeants liés aux préoccupations environnementales, ainsi que les interventions du groupe dans les politiques publiques sur le changement climatique.

Un sujet sensible, puisque Total est la cible d'une campagne de l'ONG britannique Shareaction, partie prenante de la coalition "Clean words, dirty lobbying".

Total sous pression

Saisi du projet de résolution, le conseil d'administration de Total s'est réuni le 15 mars et a décidé de réaliser, dans les semaines qui viennent, un rapport sur sa gestion des risques climatiques permettant aux actionnaires d'avoir des informations sur les sujets listés par la résolution. Le rapport sera disponible pour l'assemblée générale du 24 mai.

Conséquence ? La société de gestion Phitrust a annoncé le 16 mars au soir qu'elle renonçait à inscrire la résolution et estime que *"même si de nombreux enjeux d'amélioration de la gouvernance de Total demeurent à l'ordre du jour, la décision du conseil permettra de clarifier le modèle stratégique du groupe pétrolier et de présenter un meilleur alignement des intérêts de la société avec ceux de ses actionnaires"*.

C'est la même société de gestion qui, en 2011, avait tenté de déposer une résolution auprès du groupe pétrolier pour l'obliger à donner plus d'information à ses actionnaires sur le modèle économique de ses investissements dans les sables bitumineux au Canada.

Engagement actionnarial agressif

Les assemblées générales des grands groupes français restent vierges de dépôts de résolutions externes. Les règles en vigueur rendent la démarche très difficile, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis, où c'est un mode d'action courant des investisseurs responsables engagés, plus particulièrement sur les thèmes liés au climat et à l'énergie.

La saison des assemblées générales américaines est déjà très dense sur ce terrain.

"Notre engagement va être très agressif et intense", a promis Vicki Fuller, responsable des investissements du New York State Common Retirement Fund (NYSCRF), aux entreprises qui ne fournissent pas leurs données d'émissions de CO2. Le fonds de pension de l'Etat de New York, qui dispose de 184,5 milliards de dollars d'encours, est confronté au problème pour 70% des entreprises dont il détient des actions.

L'absence de données fiables ou même de données tout court sur les émissions de gaz à effets de serre (GES) générées par les entreprises est un problème majeur pour les investisseurs. Selon une étude menée en 2015 par la société Corporate Knights, seules 37% des 5000 grandes entreprises cotées analysées reportaient leurs émissions de GES en 2013. Sur près de 2000 interrogées par le CDP, 64% seulement font auditer leurs émissions pour les scopes 1 et 2, c'est à dire les émissions directes et indirectes liées à la consommation d'énergies d'une entreprise.

Des entreprises qui font par conséquent l'objet d'un engagement intensif pour obtenir plus de transparence sur leur exposition au risque climat. En 2015, 304 investisseurs ont ainsi contacté 1300 entreprises de 17 secteurs carbo-intensifs à travers l'initiative Carbon Action du CDP. Au-delà de la transparence sur les émissions, il s'agit d'obtenir des objectifs chiffrés de diminution, un reporting sur les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus, y compris sur le plan financier.

Mais les exigences des investisseurs concernent aussi les objectifs de réduction des émissions de gaz à effets de serre qu'ils souhaiteraient plus ambitieux. Ils cherchent à obtenir des engagements permettant d'aligner les stratégies d'entreprises sur une trajectoire de réchauffement climatique à 2 degrés.

Aux Etats-Unis, où les campagnes d'engagement ont commencé, on recense déjà une demi-douzaine de résolutions de ce type contre une seule l'an dernier. Par exemple, Apple a enregistré une résolution lui demandant qu'elle étai sa stratégie pour atteindre la neutralité carbone de ses activités.

Anne-Catherine Husson-Traore
© 2016 Novethic - Tous droits réservés

Cet article vous a plu ?

Recevez, deux fois par semaine,
les dernières infos de Novethic

Ou sélectionnez **la ou les thématiques**
qui vous intéressent pour recevoir une alerte